

PLATE 12

L'UNIVERSITÉ LAVAL

ET

SA SUCCURSALE

VS.

LES JÉSUITES DU CANADA.





Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

L'Université Laval et sa Succursale

vs.

LES JÉSUITES DU CANADA.

Les Jésuites du Canada ont eu la douleur d'apprendre de différentes sources que le Saint-Siège est sous l'impression :

1^o *Qu'ils sont dignes de blâme* pour avoir refusé jusqu'ici d'affilier à l'Université Laval leur collège Ste-Marie de Montréal.

2^o QU'ILS LE SONT ENCORE DAVANTAGE pour avoir fait et pour continuer à faire une opposition systématique à l'Université Laval et à sa succursale.

Comme justification préliminaire, en attendant qu'on leur fournisse les preuves de ces accusations et qu'on leur spécifie les actes ou paroles coupables, ils demandent humblement la permission de présenter ce Mémoire à qui de droit.

(A) Quant au premier chef d'accusation (c'est à-dire notre refus d'affilier notre collège à l'Université Laval) nous admettons :

1^o Que, tout en ayant fait à plusieurs reprises depuis vingt ans des démarches sincères pour obtenir cette affiliation que le Saint-Siège semble avoir souhaitée, nous n'avons pu réussir à l'obtenir à des conditions auxquelles nous ayons pu souscrire sans sacrifier notre *Ratio Studiorum*.

2^o Que nous n'avons pas accepté pour ce même collège la Faculté des Arts que l'Université Laval, par ordre du Saint-Siège, (selon Mgr Conroy) nous offrit en 1877, lors de l'érection de la succursale ; mais nous ne pensions nullement que le refus d'une faveur constituât une faute.

3^e Qu'après de vains efforts, faits à différentes époques par Mgr Bourget et nous, pendant 20 ans, pour obtenir l'affiliation de notre

École de Droit à l'Université Laval, nous nous sommes laissé enlever cette École sans protester, lors de l'érection de la même succursale, quoique d'après le décret du 1er février 1876 et la volonté du Saint-Siège interprétée par Mgr Conroy, cette École eût dû être maintenue et incorporée dans la succursale. Ce manque de notre part à défendre nos droits ne nous a cependant pas été reproché, que nous sachions.

(B) Le second chef d'accusation (c'est-à-dire d'avoir fait opposition à l'Université Laval et à sa succursale) nous nous faisons fort de le dissiper en démontrant les trois points suivants :

1^o Nos Pères, tout en défendant avec énergie les principes du Syllabus et les droits de l'Église, n'ont jamais, (que nous sachions) dépassé les bornes non-seulement de la vérité, mais encore de la prudence. Si, en défendant ces principes, ils ont indirectement critiqué ou blâmé des doctrines enseignées et encouragées par l'Université Laval, ils n'y peuvent rien et ils sont les premiers à déplorer le malheur de leur situation.

2^o Bien qu'il fût évident à nos yeux que le Décret du 1er février 1876, la Bulle du 15 mai 1876, avaient été obtenus par suite d'un exposé de faits inexact et malgré l'opposition très énergique des évêques de la Province, et quoiqu'il nous fût facile de démontrer que ce décret lui-même est sans effet, parce que les suppositions sur lesquelles il s'appuie sont erronées, nous n'avons jamais fait la moindre démarche pour nous opposer à l'exécution de ce décret, et, bien que l'exécution de ce décret ait été faite en tous points d'une manière irrégulière et contrairement à nos droits et à ceux de tierces personnes, néanmoins ni nous ni ces personnes ne songions à nous plaindre, et cela, parceque Mgr Conroy répétait sans cesse que tout ce qui se faisait en cette circonstance, se faisait par ordre formel du Saint Siège.

3^o Depuis que la succursale a été établie, et que les contrats d'incorporation de l'École de Médecine dans la succursale ont été signés de part et d'autre, l'École a souffert de la part de la succursale une persécution des plus iniques à laquelle ont même été associées les Sœurs de l'Hôtel-Dieu.

Si, dans ces circonstances, nos Pères ont répondu aux questions de cas de conscience que leur ont posées les Professeurs de l'École et les Sœurs de l'Hôtel-Dieu, nous pouvons affirmer, sans crainte d'être démentis, qu'ils ont toujours fait ces réponses aussi consciencieusement et prudemment que possible. Nous pouvons et devons ajouter que, par notre influence salutaire sur les Professeurs de la dite École, nous avons réussi, grâce à Dieu, à les dissuader de citer devant les tribu-

naux la succursale, Mgr Fabre et les Sœurs de l'Hôtel-Dieu, au grand scandale du pays tout entier.

Quant aux deux Mémoires écrits par deux de nos Pères, et réunis en un seul volume sous le titre *Lavallensis Succursalis*, c'est par l'ordre formel de Mgr Smeulders qu'ils ont été faits et pour son usage privé dans l'enquête qu'il a instituée.

Nous pouvons affirmer dès ce moment solennellement devant Dieu que nous n'avons eu dans tout cela d'autre motif que celui de remplir un devoir strict de conscience ; si nous avons erré, nous pouvons dire du moins avec confiance que nous étions dans la bonne foi, et même que nous aurions cru commettre un péché grave en tenant une conduite différente.

A cause de la gravité du second chef d'accusation, nous croyons ne point devoir attendre qu'on nous spécifie les griefs, mais dès ce moment exposer aussi brièvement que possible dans l'ordre chronologique la succession des faits, qui, depuis l'origine de l'Université Laval jusqu'à ce jour, auraient pu donner occasion aux reproches mentionnés plus haut. Nous sommes prêts à fournir (quand on le désirera) un exposé plus détaillé et les *pièces justificatives* à l'appui de nos assertions.

Remarquons encore que notre cause, tout du long, a été si intimement liée à celle de Mgr Bourget, et jusqu'à ces dernières années à celle de la presque totalité des Evêques de la Province, que nous ne pouvons nous dispenser de plaider leur cause dans ce mémoire et de défendre leur honneur en même temps que le nôtre.

I.—Fondation de l'Université Laval, 1852.

Mgr Bourget avait obtenu dès 1848, à Montréal, l'érection d'une École catholique de médecine et, à sa demande nos Pères avait également fondé dès 1851, dans la même ville une École de Droit, attachée à notre Collège Ste-Marie. C'étaient les premières Écoles de ce genre dans toute l'étendue du Canada. Ces Écoles, par leurs chartes ne pouvaient malheureusement donner que des *certificats d'études* (non des diplômes). Elles ne pouvaient donc pas empêcher les jeunes gens catholiques de continuer à fréquenter les cours de l'*Université* (protestante) *McGill*, érigée à Montréal en 1840. Mgr Bourget aurait probablement pu obtenir assez facilement du Parlement Canadien pour ces deux Écoles le droit de conférer les grades, car Lord Elgin, alors gouverneur du Canada, était sympa-

thique aux Canadiens, et aux catholiques. Du reste Mgr Bourget aurait été le premier à demander cette faveur, et sa demande aurait été aussi modeste que possible.

Mais il désirait laisser tout l'honneur à son Métropolitain ; il entrevoyait la possibilité d'obtenir pour la Province une *Université catholique complète*, et il savait que le Séminaire de Québec, avec ses ressources considérables, serait capable d'accomplir ce que sa propre pénurie ne lui permettait pas de faire. Il s'adressa donc à Mgr Turgeon en mars 1851 et lui écrivit entre autres choses : " N'est-il pas certain que le Séminaire de Québec serait, *plaudentibus omnibus* choisi pour être l'Université catholique de notre Amérique Britannique ? " (A) (1)

Le projet de Mgr Bourget était d'avoir une *Université Provinciale* établie à Québec et à laquelle auraient pu être affiliés les différentes institutions de la Province, et entre autres les Ecoles de Droit et de Médecine de Montréal ; (B) Le Séminaire de Québec agréa l'idée de fonder une Université, il promit même de se charger de toutes les dépenses, mais il voulut, comme condition *sine quâ non*, que cette Université fût placée *sous la juridiction de l'Archevêque de Québec tout seul*. Mgr Bourget n'entra pas dans ces vues du Séminaire ; renonçant alors à son plan d'Université Provinciale, il ne songeait plus qu'aux moyens d'obtenir au plus tôt ce dont Montréal avait un besoin si pressant. Les autres évêques furent du même avis, comme le prouve cette clause significative du 15^e décret de leur *Premier Concile Provincial*, ouvert à Québec le 15 mai de la même année :

" Il nous faudra donc faire tout notre possible pour que les catholiques de notre Province, conformément à leurs droits, jouissent de leurs propres écoles, aussi bien que de leurs collèges et de leurs *Universités*."

Mais l'Archevêque et le Séminaire goûtaient beaucoup l'idée d'avoir chez eux une grande Université ; ils pressèrent donc les Evêques de signer une supplique au Saint-Père pour demander l'érection canonique d'une première Université catholique à Québec, leur promettant non-seulement de les laisser profiter des avantages de cette Université en y affiliant leurs institutions, mais encore de les aider à obtenir plus tard pour eux-mêmes leurs propres Universités. Les Evêques alors cédèrent et signèrent la supplique. (C. D.)

En même temps l'Archevêque et le Séminaire de Québec s'adressèrent tout seuls à Lord Elgin pour obtenir par son intermédiaire une charte royale, érigeant le Séminaire de Québec en Université. Lord

(1) Ces lettres renvoient aux *Pièces justificatives*.

Elgin, avant de consentir, voulut savoir si toute la Province pourrait profiter des avantages de cet établissement tout local : on lui répondit que oui, grâce aux affiliations. Il demanda aussi, si le Séminaire comptait sur la coopération du reste de la Province : on lui répondit que *le Séminaire se faisait fort, avec ses propres ressources, de commencer sur une échelle convenable, et promettait de développer l'œuvre à proportion du développement de ses ressources.* (E)

La charte royale fut octroyée le 8 décembre 1852 et le Saint-Père, par un bref du 6 mars 1853, accorda à l'Archevêque le pouvoir de conférer les degrés de théologie aux Séminaristes de Québec. Quelques années plus tard, il lui permit d'accorder cette faveur à d'autres qu'à ses propres Séminaristes. (F)

Mgr Bourget avait lutté jusqu'au bout pour obtenir que tous les Évêques de la Province eussent du moins *quelque espèce de contrôle* sur l'Université mais il échoua en cela complètement. L'Archevêque ne consentit même pas à recommander l'Université aux fidèles de la Province par un mandement collectif des Évêques, comme on l'avait fait pour le nouveau catéchisme. Chaque Évêque dut se contenter de la recommander à son propre troupeau. (G)

Bien que les Évêques fussent exclus du *Conseil Universitaire*, celui-ci voulut bien les consulter sur la confection des premiers règlements ; mais les Prélats, après avoir soumis quelques remarques, discontinuèrent d'en faire d'autres, et refusèrent même de s'en occuper davantage et cela pour des raisons plausibles.

II.—Constructions, Enseignement, Discipline, Refus d'affiliations, et refus d'Université à Montréal.

1852-72.

Le Séminaire de Québec possède des propriétés considérables, entre autres la Seigneurie de l'Isle Jésus, voisine de l'Isle de Montréal. Sans doute ces biens ne lui avaient pas été donnés pour former des avocats et des médecins, mais il est probable que le Saint-Siège fut consulté là-dessus dans le temps, et donna les dispenses requises.

Quoi qu'il en soit, le Séminaire fit faire aussitôt des constructions considérables, pour la valeur de 300,000 piastres, et grâce à des circonstances favorables, se trouva capable de payer à peu près toute cette dette dans l'espace de quelques années.

En même temps les Professeurs furent choisis et le *Conseil Universitaire* organisé. D'après la charte, ce Conseil se compose de six prêtres

et de *six* laïques, tous professeurs à l'université et doit être présidé par le Recteur de l'université, qui est en même temps le Supérieur du Séminaire.

Le premier choix qu'on fit de professeurs et par conséquent les premiers éléments du *Conseil Universitaire* n'édifièrent ni le clergé ni les fidèles ; plusieurs protestants francs-maçons furent admis et malgré les réclamations incessantes faites depuis lors jusqu'à ce jour, ce choix malheureux a été maintenu. M. Hamel du reste a répété à qui voulait l'entendre que la franc-maçonnerie dans les possessions anglaises et surtout chez les Protestants était *passablement inoffensive*. Le procès Landry en fait foi.

Il y eut aussi dès le commencement dans le pensionnat de l'Université des misères morales qu'on ne réussit pas à cacher au public et qui firent tort à la bonne renommée de l'Université. Les Évêques cependant jugeaient l'Université avec la plus grande charité et s'efforçaient de diriger sur Québec les jeunes gens de leurs diocèses. Ils ne réussirent en cela que bien médiocrement. Malgré cela, Mgr Bourget qui était pourtant le plus intéressé dans cette affaire (car Montréal à lui seul renfermait plus d'élèves catholiques de Droit et de Médecine que le reste de la Province) attendit plusieurs années pour demander l'affiliation des deux Écoles, mais il eut la douleur de voir que presque tout le gain de sa condescendance était pour l'*Université McGill*. En effet il était facile de se convaincre que, sans ombre de mauvaise volonté, la masse des jeunes gens de Montréal ne pourraient ni quitter leurs familles, ni sacrifier les grands avantages qu'ils trouvaient à faire leurs études à Montréal, et comme les Écoles catholiques de Droit et de Médecine, faute d'être affiliées à une université, ne pouvaient conférer les grades, un bon nombre de jeunes gens catholiques suivaient les cours de l'*Université* (protestante) *McGill*.

Mgr Bourget, vivement peiné de cet état de choses, se résigna alors, dès 1859, à rappeler au Séminaire sa promesse d'affiliation à l'égard des différentes institutions, mais le *Conseil Universitaire* ne se crut point lié par les promesses du Séminaire et refusa l'affiliation, ou plutôt ne consentit à l'offrir qu'à *des conditions inacceptables*, dont l'exécution aurait simplement eu pour résultat que les deux Écoles se seraient vues désertées, et leurs élèves seraient allés grossir les rangs de McGill. [H]

Sur ces entrefaits l'Université-Laval, sans demander d'autres avis que celui de son *Conseil Universitaire*, avait si bien développé son œuvre qu'elle avait dépensé, en nouvelles constructions et en musées, probablement un *demi-million de piastres de plus*, sans pour cela néanmoins se mettre le moins du monde dans des embarras financiers. M. Hamel lui-même avoua, en 1881, devant le comité des Bills Privés, que Laval

n'avait eu, depuis 30 ans, qu'un déficit annuel de 12,000 piastres et par conséquent n'avait, en 1881, qu'une dette de 360,000, et cependant en ces 30 ans (de 1852 à 1882) il avait dépensé en constructions et en musées près d'un *million de piastres*.

Du reste Laval n'aurait eu que lui-même à blâmer si de telles extravagances, faites malgré les assurances données à Lord Elgin, l'avaient mis dans la gêne. Et cependant, lorsqu'en 1862 Mgr Bourget, après 10 ans d'attente vint demander une université pour Montreal, Laval s'y opposa de toutes ses forces, et la raison qu'il fit valoir était celle-ci, (et cette raison Laval l'a stéréotypée depuis lors, pour l'opposer intégralement à chaque nouvelle demande de Mgr Bourget) :

“ On m'a poussé à faire tous ces sacrifices et à contracter cette dette énorme pour que je puisse fournir un asile à la jeunesse de toute la Province, et maintenant on veut me ruiner en m'enlevant plus de la moitié de cette jeunesse.”

Mgr Bourget eut beau répondre : “ Vous n'avez consulté personne pour faire ces dépenses, vous avez même violé la promesse faite à Lord Elgin de ne pas aller plus vite que vos ressources ; personne ne s'est engagé (pas moi du moins) à attendre, pour demander sa propre Université, que vous ayez payé les dettes qu'il vous a pris fantaisie de faire, et que du reste vous êtes parfaitement capables de payer en moins de 20 ans. Ce n'est pas de Montréal que vous viendront des élèves, et par conséquent des fonds (l'expérience de 10 ans l'a prouvé). Ce n'est donc pas l'Université de Montréal qui vous fera perdre quoi que ce soit. Soyez donc aussi sensibles à la perte des âmes causée par le manque d'Université catholique à Montréal. [I.]

Laval ne voulant point entendre raison, Mgr Bourget s'adressa au Saint-Siège. La Propagande crut aux lamentations de Laval au sujet de son énorme dette, et dit à Mgr Bourget de patienter. En même temps elle recommanda aux Évêques d'affilier à Laval leurs collèges et autres institutions, ou plutôt commanda à Laval de leur accorder l'affiliation à des conditions acceptables.

Les Écoles de Droit et de Médecine espéraient que, cette fois du moins, elles réussiraient à se faire affilier, et les collèges, tout en ne tenant guère à cette faveur, firent des démarches à cet effet, par égard pour les recommandations du Saint-Siège. Mais de tous les collèges de la région de Montréal, (c'est-à-dire de la moitié occidentale de la Province) formant une dizaine en nombre, un seul consentit à s'affilier ; les autres ne purent se résoudre à sacrifier leur programme *d'études classiques*, et du reste les élèves de ces collèges ne tenaient point alors à obtenir le grade de bachelier.

Quant aux Écoles de Droit et de Médecine de Montréal, on leur

posa des conditions absurdes, qui offensèrent plus que ne l'aurait fait un refus tout court. [J.]

Mgr Bourget, sans se laisser décourager, revint à la charge en 1865, pour obtenir du Saint-Siège la permission d'avoir son Université. On lui dit encore une fois : Patience. [K.]

Un an plus tard, les Évêques de Kingston et d'Ottawa, sans demander permission à personne, obtinrent du Parlement Canadien une charte d'université pour leurs collèges respectifs, et cependant ces deux évêques étaient vis-à-vis de Laval dans les mêmes conditions que celui de Montréal, et ces villes pourraient se passer même aujourd'hui, 1886 (c'est-à-dire 20 ans plus tard), d'une université bien plus facile que ne le pouvait Montréal dès lors.

Peu de temps après, en 1867, le collège Sainte Marie suspendit les cours de son École de Droit ; cela ne servit malheureusement qu'à grossir les rangs de McGill, et à jeter nos pauvres jeunes gens entre les bras de l'impie Doutre, Canadien apostat, qui enseignait le Droit avec talent dans cette université.

Quant à l'École de Médecine, à bout de patience elle s'adressa, malgré Mgr Bourget, à l'Université (protestante) Victoria de Cobourg (Ontario,) qui l'affilia à des conditions avantageuses. Le pauvre évêque gémit d'autant plus de ce triste état de choses, que faute d'université catholique à Montréal, les mauvais principes faisaient des progrès effrayants parmi la jeunesse des carrières libérales.

D'un autre côté l'Université Laval était elle-même loin de répondre aux vœux des Évêques et des parents chrétiens. Sans parler de ses professeurs, protestants, francs-maçons, qui menèrent plus d'un de leurs élèves dans les loges, l'enseignement du principal professeur de Droit, M. Crémazie, était la théorie pure et simple de l'omnipotence de l'État, même quant au sacrement de mariage. [L.]

Nos Pères de Québec cependant se tenaient tranquillement occupés de leur ministère, lorsque le P. Braun, sollicité à cet effet par le clergé et encouragé même par Mgr Baillargeon, prêcha à la cathédrale, et publia ensuite en brochure ses *Conférences sur le mariage chrétien*. Indirectement il faisait par là une critique très-sévère de l'enseignement donné à l'Université Laval.

On ne le lui pardonna pas, et l'on trouva moyen, quelques mois avant la mort de Mgr Baillargeon, en 1870, d'extorquer au bon Évêque qui vénérât le P. Braun, une lettre au Père Bapst, Supérieur de la Compagnie en Canada, lui signifiant que le P. Braun devrait être retiré de Québec ; le Père fut aussitôt envoyé à Montréal.

III.—Les Jésuites demandent le pouvoir de conférer des diplômes de Droit et de Médecine.—Ils réclament les *Biens des Jésuites*.—Episodes des Noces d'or et de la démolition des Casernes des Jésuites.—Projet Franchi.

1872-75.

Le pauvre Évêque de Montréal semblait bien décidé, après tant de refus, à ne plus jamais demander d'Université pour Montréal ; il sentait du reste que la fin de sa carrière terrestre approchait à grands pas. Et puis, que de tribulations lui vinrent de toutes parts précisément alors ! D'abord ce fut la lutte si longue et si pénible contre les Sulpiciens (aidés de Mgr Taschereau) dans l'affaire de la division de Montréal en plusieurs paroisses ; puis les excès de l'Institut Canadien, qui forcèrent l'Évêque à frapper de censure tous ceux qui continueraient à faire partie de cette association impie ; enfin le procès Guibord et ses tristes conséquences.

Au milieu de toutes ces tribulations, le digne Évêque ne pouvait cependant oublier la chère jeunesse de Montréal. Voulant cette fois suivre l'exemple des Évêques de Kingston et d'Ottawa, il demanda à nos Pères du collège Sainte-Marie de réclamer du Parlement de Québec (1872) le pouvoir de conférer des diplômes de Droit et de Médecine. Les Pères firent la demande et le Parlement était prêt à l'accorder, quand l'Archevêque fit insérer dans les journaux un document où il disait *qu'il fallait être aveugle et insensé pour prétendre qu'on peut fouler aux pieds de la sorte les décrets de Rome*. Mgr Bourget répondit avec calme qu'il ne connaissait aucun décret de Rome qui défendit cette demande, puis il rappela que le Cardinal Barnabo lui avait non-seulement permis, mais presque commandé de revenir à la charge, si les circonstances l'y forçaient ; que très-certainement Montréal, après 20 ans d'attente, avait droit à quelque chose et ne pouvait plus s'en passer ; qu'il fallait bien obtenir une charte du pouvoir civil avant de demander l'érection canonique au Saint-Siège, (du reste il ne s'agissait nullement d'établir une Faculté de théologie) : c'est ainsi qu'avaient agi l'Archevêque de Québec il y a 20 ans et les évêques de Kingston et d'Ottawa il y a 6 ans. [M]

L'Archevêque répliqua dans les journaux que *l'on ne pouvait, sans désobéir au Saint-Siège, voter en faveur d'un projet qui revient à l'érection d'une nouvelle Université* ; puis il envoya à Rome le télégramme suivant, qui en dénaturant totalement l'état de la question, trompa le Saint-Siège : “ *Décrets sur U. L. sont-ils révoqués ? Evêque Bourget*

peut-il s'adresser au Parlement avant révocation formelle ? La réponse fut *négative*, et nos Pères retirèrent leur demande sur-le-champ.

Le digne Prélat était destiné à voir l'amertume se mêler même à ses plus grandes joies. Un mois avant ces tristesses, il célébrait ses *noces d'or*. Quiconque n'a pas été témoin de l'enthousiasme déployé en cette occasion par le clergé, les communautés religieuses et les fidèles ne saurait s'en faire une idée. L'humble Évêque aurait bien voulu se soustraire à tant de marques de respect et d'amour, il ne le put faire.

Or, dans la fête solennelle qui se célébra dans l'Église Notre-Dame, en présence d'un nombre considérable de Prélat, d'un millier de prêtres et de 10,000 fidèles, le P. Braun, choisi à cet effet par suite d'un malentendu à la place de Mgr Latlèche, prononça un discours fameux.

Sans réfléchir aux conséquences et en toute simplicité, il prit pour sujet d'éloge du digne Évêque, la pureté de sa doctrine et le zèle qu'il avait toujours déployé pour répandre les principes du Syllabus. Indirectement et même assez ouvertement, le Père flétrissait le libéralisme catholique. L'effet du sermon fut extraordinaire, mais tandis que la presque totalité des auditeurs (ceux du moins qui y comprirent goutte) furent enchantés, l'Archevêque et son entourage se prétendaient insultés ; ils épuisèrent toutes leurs ressources pour faire censurer le sermon et bannir du pays le prédicateur. Ils ne réussirent point en cela, mais ils vouèrent une antipathie bien profonde au P. Braun, qui les avait déjà tant offensés par ses *Conférences sur le mariage chrétien*.

Vers ce temps-là nos Pères du Canada informèrent le R. P. Général que le Parlement de Québec étant presque tout entier composé de catholiques (pratiquants), il leur semblait que le moment était favorable pour réclamer une indemnité pour les *Biens des Jésuites* confisqués par le Gouvernement anglais en 1800, à la mort du dernier Jésuite canadien de l'ancienne Compagnie. Le Saint-Père, accédant à la demande du P. Général, lui accorda un Indult l'autorisant à réclamer cette indemnité pour l'Église. Le P. Charaux, supérieur de notre Mission, réclama en conséquence, mais le Premier Ministre, l'Honorable M. Ouimet (sans aucun doute, après avoir consulté qui de droit) déclara que *les revenus des Jésuites étaient appliqués, selon la loi, à l'éducation supérieure, et qu'ainsi le Gouvernement ne devait rien aux Jésuites*.

Peu de temps après, le même Premier Ministre écrivit au Cardinal Antonelli que *les Jésuites étaient trop impopulaires au Canada pour que le Gouvernement pût songer à traiter avec eux sur cette question ; le Gouvernement se déclarait disposé à traiter avec l'Archevêque au pre-*

mier moment favorable. Là-dessus le P. Général supplia le Saint Père de reprendre l'Indult. Le Saint-Père accéda à la demande du P. Général et chargea les Évêques du Canada de faire cette réclamation, se réservant à lui-même le droit de faire la distribution équitable de l'indemnité, dès qu'on l'aura obtenue.

Il y a de cela *huit ans*, et nous avons eu depuis lors le Gouvernement de Boucherville, que tout le monde disait bien disposé envers l'Église.

Or, au lieu de lui demander une indemnité pour les "Biens des Jésuites," l'Archevêque de Québec, paraît-il, réclama de lui, ou du moins lui permit la démolition des *Casernes des Jésuites* : c'était l'ancien collège de la Compagnie qui avait servi de casernes aux soldats anglais jusqu'à ce que, dans ces dernières années, l'Angleterre retirât ses troupes de Québec. Pour faire approuver cet acte de *vandalisme* on s'adressa à Mgr Conroy, le délégué apostolique, dès son arrivée en 1877 et on lui demanda la permission de *démolir cet édifice qui menaçait ruine (?)*. Or il menaçait si peu ruine (et le Gouvernement et l'Archevêque le savaient d'avance et les architectes l'attestaient) que pour le démolir il fallut employer pendant des années entières d'énormes quantités de dynamite.

Puis les ouvriers ayant trouvé, sous les dalles de la chapelle, les tombeaux de nos anciens Pères, on recueillit leurs ossements. Le P. Saché, supérieur de notre résidence de Québec, les réclama ; on les lui promit ; puis on vint lui dire qu'ils avaient disparu ; on les avait volés !!!

Cependant la demande (1) que nos Pères avaient faite au Parlement de Québec en 1872, puis retirée à la suite des télégrammes mentionnés plus haut, avait produit à Rome un changement considérable : la Propagande semblait être bien convaincue à présent que Montréal avait droit à son université, et que cette université, pourvu qu'on prit certaines précautions, ne nuirait point à l'Université Laval. De là vint, en 1874, le projet de deux universités indépendantes, l'une à Québec, l'autre à Montréal, toutes deux sur le même plan et toutes deux sous le contrôle des Évêques de la Province. Ce projet, proposé par le Cardinal Franchi, sans être parfait, plaisait à tout le monde, excepté à l'Archevêque et à l'Université Laval. (N)

Ces derniers recommencèrent donc de plus belle à répéter leurs objections. Ils y en ajoutèrent de nouvelles : la charte de l'Université Laval s'y oppose ! (cette fameuse charte d'une Université catho-

(1) Il s'agit de la demande de pouvoir conférer des diplômes de Droit et de Médecine.

lique, destinée à toute la Province, et d'où le contrôle des Évêques est exclus.)

Pendant les deux années qui suivirent, Mgr Bourget était cloué le plus souvent sur son lit de douleur (1874-76 ; il croyait du reste que le projet Franchi était sûr de triompher. Mais l'Archevêque et Laval parvinrent à le faire mettre de côté, et à le remplacer par le projet de la *succursale*.

On avoua qu'il était temps d'accorder quelque chose à Montréal ; on prétendit prouver que *l'affiliation des Ecoles de Droit et de Médecine ruinerait Laval tout autant qu'une université indépendante*, et l'on affirma qu'on ne voyait par conséquent rien de mieux que d'offrir (c'est-à-dire d'imposer) à Montréal une succursale de Laval.

Ce beau projet avait déjà été soumis dès 1870 à Mgr Bourget par les autorités de l'Université Laval. *Pour sauver l'honneur de Laval et de l'Archevêque*, le bon Évêque, qui ne pouvait s'empêcher de le trouver insultant, n'en souffla mot à personne ; et lui, si imbu des principes de la plus exquise politesse, se dispensa même d'accuser réception du document et de dire ce qu'il en pensait. L'Archevêque ne l'en accusa pas moins, en 1872, dans les journaux, d'avoir violé par ce silence les règles les plus élémentaires du savoir-vivre.

IV—Premier mandement collectif, etc. Supplique des suffragants. Bulle du Saint-Père, etc. Agitation des Libéraux et du parti réformiste, etc. Décret du 1er février 1876, etc. 2d mandement collectif.

1875-77.

Pendant ce temps, une terrible tempête s'était déchaînée sur l'Église du Canada ; les mauvais principes disséminés sans restrainte avaient produit leurs fruits ; il se leva toute une armée de libéraux qui prétendirent qu'il fallait museler le clergé, et l'empêcher d'influencer les électeurs contre un parti *politique* qui se prétendait *parfaitement orthodoxe, etc. etc.*

Cette triste campagne commença en 1875, et ce furent des professeurs de l'Université Laval qui se mirent à la tête du mouvement ; M.m. Langelier, Casault, Flynn, etc., ne s'effrayèrent nullement des réclamations des Évêques ; ils avaient en leur faveur les autorités universitaires. L'Archevêque lui-même les avait puissamment aidés dès 1870 par sa guerre au *Programme catholique*. Mais leurs excès lui ouvrirent un instant les yeux, et, d'accord avec ses suffragants il publia, le

22 septembre 1875, le célèbre mandement collectif contre le libéralisme. Le camp libéral en fut abasourdi, puis se ralliant et appelant à leur secours leurs alliés du Haut-Canada, nos libéraux commencèrent une levée de boucliers formidable. Le parti libéral (ou plutôt réformiste) du Haut-Canada ressemblait cependant si peu à celui du même nom dans la Province de Québec, que les Évêques du Haut-Canada, l'Archevêque de Toronto à leur tête, et l'immense majorité des catholiques le favorisaient ouvertement. Ce parti était alors au pouvoir dans le gouvernement fédéral d'Ottawa, et le gouverneur général, Lord Dufferin, lui était lui-même dévoué.

Irrité du mandement collectif, dont on lui faussa la portée, Lord Dufferin, qui s'était toujours montré bienveillant envers les catholiques, changea soudain d'attitude, et témoin de l'effervescence qui se produisait, et qui, grâce à l'appel au fanatisme protestant, unissait pour un moment dans une cause commune la plupart des protestants contre les catholiques, il en donna avis au gouvernement anglais, et pressa le ministre de Londres d'avertir le cardinal Antonelli, que *si l'on n'imposait pas silence aux Evêques du Bas-Canada sur la politique et surtout à cet ultramonté, l'évêque Bourget*, il y aurait certainement au Canada une persécution contre les catholiques. Mgr Lynch, archevêque de Toronto, écrivit à Rome dans le même sens. Mgr Taschereau eut vent de ces démarches et fut immédiatement conseillé par ses amis de Rome de modifier le mandement collectif. Il invita aussitôt ses suffragants à prendre cette mesure rétrograde, et comme ils s'y refusèrent, il publia en mai 1876 un mandement, révoquant en partie dans son diocèse le mandement collectif. Ses suffragants lui en firent aussitôt de vifs reproches, puis se réunirent à Montréal et rédigèrent une supplique au Saint-Père, dans laquelle ils se plaignaient amèrement de l'acte de faiblesse de l'Archevêque, surtout vis-à-vis des professeurs de l'Université Laval qui faisaient impunément la guerre aux prêtres et même aux évêques. Ils finissaient par déclarer dans un document qu'ils ne voulaient plus avoir rien à démêler avec l'U. L. [O]

Au fond, ils n'avaient jamais eu rien à voir dans ce qui se passait à l'Université Laval, mais ils avaient espéré du moins jusqu'alors que les Professeurs d'une Université catholique respecteraient leurs décrets ; or, ces mêmes Professeurs venaient de faire litière de ces décrets de la façon la plus indigne. Mgr Laflèche, député à Rome avec cette supplique, reçut un accueil bienveillant et obtint une Bulle louant et confirmant le mandement collectif. Cette Bulle, tous (y compris l'Archevêque) la publièrent aussitôt, et l'on crut, après cet acte de fermeté, que les droits de l'Église allaient décidément être respectés. On se trompait du tout au tout.

L'agitation libérale et les réclamations de Lord Dufferin avaient produit leur effet ; avant même que l'Archevêque ne publiât son mandement de mai 1876, le coup fatal avait été porté aux doctrines du Syllabus et aux droits de l'Église en Canada. On voulut en finir avec Mgr Bourget et ses conseillers, (?) les Jésuites.

Le Cardinal Franchi, ainsi que nous l'avons vu, avait enfin promis, dès 1874, une Université pour Montréal, mais les objections de Laval étaient revenues plus fortes que jamais : *“ Non-seulement nos dettes ne sont pas encore payées, mais de plus les Jésuites ont réclamé leurs biens ; or, s'ils réussissent à les obtenir, nous sommes perdus, car l'Université de Montréal serait montée par eux sur un pied si grandiose que tous nos élèves nous déserteraient immédiatement pour aller là. Montréal a droit à quelque chose ; eh bien, permettez-nous de le lui donner ; laissez-nous établir à Montréal une succursale de l'Université Laval.”*

C'était bien là ce qu'on peut appeler *porter la guerre en Italie à la façon d'Annibal* ; certes, c'était un projet hardi ; mais *audaces fortuna juvat*. Grâce à l'agitation dont nous avons parlé, ce projet, tout incroyable d'audace qu'il ait pu paraître au premier abord, a réussi. Les libéraux de toutes nuances y applaudirent des deux mains, aussi bien que les protestants de toutes sectes ; ils croyaient (non sans raison) que c'était là le moyen le plus efficace pour battre en brèche les saines doctrines, c'est-à-dire selon eux l'ultramontanisme des Évêques et des Jésuites. Mais à la Propagande on fit accroire que c'était pour rendre enfin justice à Montréal et la doter de l'équivalent de ce qu'il réclamait, que dis-je ? *de quelque chose de préférable même à une Université indépendante !!!*

Le décret touchant la succursale fut porté le 1^{er} février 1876 ; la lettre du Cardinal Franchi qui l'annonça était du 9 mars ; la bulle d'érection canonique de l'Université Laval du 15 mai, concours bien étrange et peu édifiant pour les fidèles, mais sujet de sarcasmes bien amers de la part des protestants ; au mois de mai 1876, le Saint-Père dans cette bulle couvrait d'éloges pompeux l'Université Laval pour sa doctrine et le bien qu'elle a fait à la Religion, et deux mois plus tard, en juillet 1876, les Évêques, ne sachant encore rien de cette bulle ni du décret, font contre l'Université Laval et ses Professeurs et ses Supérieurs et contre l'Archevêque les accusations les plus graves, et déclarent en conclusion qu'ils ne veulent plus rien avoir à faire avec l'Université. (Le Saint-Père, dans cette même bulle, dérogeant sans s'en douter à la fameuse charte, sainte et inviolable, ordonnait en même temps qu'à l'avenir les Évêques exerceraient sur l'Université une haute surveillance.) Puis pendant que le Saint-Père

approuvait le plus hautement possible la supplique des Évêques et leur mandement collectif, le décret du 1^{er} février et la bulle du 15 mai furent communiqués à Mgr Bourget ; il en eut le cœur brisé, et immédiatement supplia le Saint-Père d'accepter sa démission ; elle fut acceptée à l'instant et le tout se fit si vite que la Bulle d'approbation du mandement collectif fut déjà publiée (octobre 1876) par Mgr Fabre qui venait de succéder à Mgr Bourget sur le siège de Montréal. Puis, dès le printemps suivant (mai 1877), Mgr Conroy, délégué apostolique, fit son apparition au Canada, chargé de calmer l'agitation et de *corriger les excès* (?) des évêques et du clergé ultramontain par deux mesures énergiques au suprême degré, et qui consistaient 1^o à forcer les évêques de publier un 2^e mandement collectif, révoquant virtuellement le 1^{er}, et déclarant le parti libéral immaculé, et 2^o à forcer les mêmes évêques à organiser, en union avec Laval, une 2^{me} édition de cette Université qui leur déplaisait tant, la succursale de Laval à Montréal. (P)

Le 2^e mandement collectif fut publié en octobre 1877, les évêques ne consentirent à le signer que lorsque Mgr Conroy le leur commanda de la part du Saint-Siège ; il alla plus loin et proclama du seuil de l'Église Notre-Dame, Montréal, que le Saint-Siège, en condamnant les doctrines libérales, n'avait nullement prétendu flétrir le parti politique du même nom, et qu'aux yeux de l'Église, les deux partis politiques du Canada étaient parfaitement égaux.

V.—Erection de la Succursale.

1877-78

Nous considérerons d'abord le décret en lui-même, puis nous considérerons comment il fut exécuté.

A. Le décret d'érection de la succursale fut porté malgré Mgr Bourget, malgré Mgr Fabre, son coadjuteur, malgré les Évêques de la Province, malgré l'immense majorité du clergé, malgré les protestations et les réclamations les plus énergiques de la presque totalité des laïques du vaste diocèse de Montréal et des diocèses voisins.

Mgr Bourget ne put en conscience consentir à l'exécuter et donna sa démission, ainsi que nous l'avons vu ; cela seul est une présomption extrêmement forte contre ce décret, car la sainteté et la science de ce prélat étaient connues de tous. Mgr Fabre, son coadjuteur *cum jure successionis*, avait été informé depuis près de deux ans que le décret était en contemplation et il avait fait tout son pos-

sible pour convaincre la Propagande que ce décret, entre autres inconvénients très graves, détruisait à jamais, dans son diocèse, si on le lui imposait, l'union de l'évêque avec son clergé et ses fidèles. Mais depuis que Mgr Conroy, débarquant à Halifax, dit à Mgr Fabre, alors évêque de Montréal : "*Mgr, vous allez exécuter immédiatement le décret de la succursale,*" Mgr Fabre, se croyant obligé en conscience d'obéir à un ordre formel, se prêta à tous les désirs de l'Archevêque de Québec et de l'envoyé du Saint-Siège.

Les évêques avaient exprimé leurs vues avec une unanimité et une énergie étonnantes dans leur supplique de juillet 1876 ; Mgr Laflèche en leur nom (et en celui de Mgr Fabre, en particulier) avait lutté à Rome de toutes ses forces contre cette succursale (*en perspective* selon eux, et qui pourtant avait été décrétée, sans qu'ils le sussent, *près de six mois auparavant*.) Quant au clergé et aux fidèles, ce qu'ils firent en 1881, à l'occasion du bill présenté au parlement, et dont nous parlerons plus loin, peut nous donner une idée de ce qu'ils auraient fait s'ils avaient soupçonné ce qui se décidait à Rome contre eux en 1876. Aussi, quand le décret fut connu, tous unanimement affirmèrent que les clauses même du décret et de la Bulle prouvaient jusqu'à l'évidence que l'on avait fait à la Propagande un exposé erroné de l'état des choses. En effet

1^o QUANT À LA BULLE.

Sans parler de la supposition que l'université est soumise à la direction d'hommes pleins de sagesse etc., et qu'elle a produit les fruits les plus excellents, supposition que les évêques, dans leur supplique, prouvaient être erronée, remarquons que :

(a) Le Saint-Père suppose que la haute surveillance de la doctrine et de la discipline puisse être (à l'avenir du moins) exercée par les évêques de la Province ; or, ces mêmes évêques réunis deux mois plus tard déclarent qu'ils ne *peuvent ni ne veulent* plus se mêler de l'Université Laval. Du reste cette ingérence est contraire à la charte de l'Université Laval, à laquelle le Saint-Père déclare qu'il ne veut pas déroger.

(b) Le Saint-Père suppose que le gouvernement fédéral et celui de la Province de Québec ont eu leur part de mérite dans l'octroi de la charte ; or l'un et l'autre n'existent que depuis 1867, et la charte fut octroyée en 1852.

(c) Le Saint-Père suppose que les séminaires et les collèges regardent comme une grande faveur le privilège d'être affiliés avec l'Université Laval ; or le contraire était manifeste pour la plupart.

(d') Le Saint Père suppose qu'une succursale ne déroge pas à la charte ; or Sir Herschell, la Reine, l'Université Laval elle-même, la Propagande et les évêques ont déclaré le contraire implicitement, ainsi que nous le verrons plus loin.

2^o QUANT AU DÉCRET.

(a) La Propagande suppose qu'on a reconnu l'impossibilité de fonder une Université à Montréal, pour la raison qu'une telle fondation compromettrait l'existence de l'Université Laval. Or, la fausseté de cette supposition a été démontrée cent fois pour une ; du reste l'Université Laval elle-même admet que la succursale lui sera aussi nuisible que l'aurait été une université indépendante, ou, selon l'expression de M. Hamel, que *la fille tuera la mère* ; c'est exagéré, mais cela prouve que Montréal grandit et que Québec reste *in statu quo*.

(b) La Propagande suppose que la haute surveillance des évêques puisse être autre chose aux yeux du *Conseil Universitaire* de Québec qu'une ingérence impertinente et illégale, contraire à la charte.

(c) La Propagande suppose que l'École de droit de Montréal était alors en pleine opération et affiliée à une université protestante ; or cette École n'a jamais été affiliée à aucune université ni catholique ni protestante, et ses cours étaient *de facto* suspendus depuis plusieurs années. (1)

(d) La Propagande suppose qu'il ne se présente à personne d'autre expédient que celui d'établir une succursale ; or, sans même parler du projet Franchi, la modeste demande d'affiliation à l'Université Laval ou encore la demande que nos Pères firent au parlement en 1872 se

(1) *De jure* elle n'a cessé d'être du domaine du Collège Sainte-Marie, qui pourrait la rouvrir légalement même maintenant (1886) ; aussi Mgr Conroy a-t-il bien compris que c'était elle qui devrait former le noyau de la Faculté de Droit de la Succursale, tout aussi bien que l'École de Médecine, celui de la Faculté de Médecine. On a reproché maintes fois à l'École de Médecine d'avoir exagéré les dangers que ses élèves couraient par son affiliation avec l'Université de Cobourg et à Mgr Bourget lui-même d'avoir exagéré dans le même sens. Ces accusations étaient injustes. L'École de Médecine était soumise dans les premiers temps, à des mesures vexatoires dont elle a été affranchie depuis ; ses élèves, entre autres choses fâcheuses, avaient à recevoir leurs diplômes à Cobourg des mains d'un évêque protestant qui leur faisait prêter le serment d'usage ; depuis plusieurs années, au contraire, ils sont entièrement dispensés de cette cérémonie et même du voyage de Cobourg.

Quant à l'École de Droit, elle n'a jamais été affiliée à aucune Université ; mais, ce qui était plus fâcheux, c'est que les jeunes gens n'ayant plus d'École catholique, suivaient les cours de l'Université McGill, où ils eurent pour professeur d'un cours français organisé exprès pour eux le trop fameux impie, Joseph Doutre.

présentaient à tout le monde, et ni l'une ni l'autre n'auraient fait ombre de dommage à l'Université Laval, certainement bien moins même que la succursale.

B. Malgré tout cela, et bien que le décret et la Bulle tombassent sur le pays tout entier comme un coup de foudre, on ne fit pas la moindre résistance, dès que Mgr Conroy déclara solennellement qu'il était venu de la part du Saint-Siège avec l'ordre formel d'organiser la succursale. Ceux-là même à qui ces documents du Saint-Siège imposaient les plus grands sacrifices, ne songèrent pas un instant à s'y opposer. Il est vrai qu'ils ne les connaissaient point alors dans tous leurs détails et qu'ils s'y soumirent aveuglément, mais cette soumission n'en doit être considérée que plus méritoire et plus digne d'admiration.

Ce fut un beau spectacle donné par le Canada, et surtout par Montréal, mais ce fut un spectacle d'autant plus attristant, en face de cette obéissance héroïque, de voir le souverain mépris avec lequel l'Université Laval traitait ces mêmes documents en ne tenant nullement compte de ses clauses les plus essentielles. En effet :

(a) *Les évêques en union avec Laval devaient procéder à l'érection de la succursale* ; or, quoi de plus certain que ce fait : La succursale a été érigée par Mgr Conroy, Mgr Fabre et M. Hamel ; et comme les deux premiers, dans tous les points en litige, ont presque toujours fini par céder au dernier, on peut dire que la succursale a été érigée par M. Hamel. Les évêques n'ont eu absolument rien à y voir, c'est là un fait patent, prouvé du reste par leur propre témoignage et si l'on prétend que par leur présence à la cérémonie de l'inauguration de la succursale, le 6 janvier 1878, ils ont ratifié implicitement tout ce qui s'était fait, on veut simplement se moquer du sens commun.

(b) *Le décret veut empêcher que les Ecoles de Droit et de Médecine, existant à Montréal ne continuent pas d'être affiliées à des universités protestantes.* Il ne veut donc pas que ces Écoles cessent d'exister, il veut au contraire qu'elles soient *incorporées* dans la succursale.

Mgr Conroy affirmait formellement que telle était la volonté du Saint-Siège ; aussi fit-il des efforts pour conserver au Collège Ste. Marie la faculté de Droit ; mais comme M. Hamel ne le voulait pas, cela ne se fit pas. M. Hamel ne voulait pas davantage incorporer l'École de Médecine et, sans demander avis à personne, il avait déjà, en écartant l'École, choisi une Faculté toute neuve, à la tête de laquelle il plaçait comme Doyen le Dr Rottot, qu'il avait réussi à détacher de l'École, dont il était un des derniers membres. Mgr Conroy s'opposa énergiquement à cet arrangement et força M. Hamel à incorporer l'École avec son autonomie ; Mgr Fabre signa un contrat à cet effet.

(c) M. Hamel trompa l'École de Médecine, en lui faisant accroire

que les Facultés de Théologie, de Droit et des Arts avaient dû sacrifier leur autonomie pour obéir au Saint-Siège *qui ne voulait pas qu'on dérogeât à la charte*, laquelle ne permettait pas qu'un seul rouage fût indépendant du Conseil Universitaire. L'École, dans sa simplicité, soucrivit alors avec soumission complète au Décret et à la charte, sans se douter cependant que cela serait considéré comme annulant son contrat avec Mgr Fabre.

Les médecins n'apprirent que plus tard que Laval avait laissé son autonomie à la Faculté de Théologie et que la Faculté des Arts n'existait pas même sur le papier, parce que les Pères Jésuites avaient refusé de sacrifier leur autonomie.

(d) Enfin, d'un bout à l'autre de cette organisation, il est parfaitement évident que le seul article de la Bulle et du Décret dont Laval voulut tenir compte, c'est que le Saint-Père voulait qu'on ne dérogeât en rien à la charte et aux constitutions de l'Université Laval. Ainsi la clause qui prouve précisément (ainsi que nous l'avons vu) *que la succursale n'a point d'existence légale*, Laval s'en servit pour éliminer toutes les garanties faites par le Saint-Siège en faveur des Écoles de Droit et de Médecine, etc.

En effet Laval prétendait que la charte n'autorisait d'autre corps dirigeant que le *Conseil Universitaire*, et le Saint-Père veut qu'on ne déroge pas à la charte ; donc, concluait Laval, la clause par laquelle le Saint-Père exige que l'érection de la succursale se fasse par les évêques en union avec Laval est nulle. De même, d'après la charte, la nomination et la révocation des professeurs de toutes les facultés appartient exclusivement au *Conseil Universitaire* ; donc la clause du décret qui insinue et l'interprétation de Mgr Conroy qui déclare qu'il faut incorporer les Écoles de Droit et de Médecine avec leur autonomie est nulle.

Tout cela n'a-t-il pas l'air d'une triste *comédie* ?

Malheureusement l'existence et le pain des familles des professeurs de l'École de Médecine s'y rattachent ; il faut donc plutôt y reconnaître une *tragédie*.

VI. — Le Collège Ste. Marie refuse la Faculté des Arts, et on lui refuse la Faculté de Droit.

1877-78.

A. C'est ici le lieu de traiter plus en détail les trois points qui forment le premier chef d'accusation. Et d'abord remarquons que par là-même que le collège aurait accepté la Faculté des Arts, l'affiliation

du collège était faite *ipso facto* ; mais quand il eut refusé la Faculté des Arts qu'on lui offrait comme une faveur, et qu'il pouvait par conséquent refuser, on voulut lui faire une obligation de s'affilier à l'U. L. parce que (disait on,) le Saint-Siège, à différentes reprises, et en particulier dans la Bulle du 3 mai 1876, *oblige* les collèges de s'affilier.

Or, nous ne sachions pas que le Saint-Siège ait jamais imposé pareille obligation à quelque collège que ce soit, et en particulier au Collège Ste. Marie. Il a fortement exhorté les Évêques de la Province à faire affilier leurs séminaires et leurs collèges, mais Mgr Fabre n'a jamais prétendu que le Collège Ste. Marie fût son collège ; de plus, il est clair que même les collèges nullement exempts de la juridiction épiscopale ont toujours compris qu'il s'agissait d'une faveur que Laval leur a toujours refusée, et que le Saint-Siège veut le forcer d'accorder sans plus se faire prier. C'est bien ainsi qu'à dû le comprendre, entre autres, le Collège (Petit Séminaire) de Montréal ; car il est évident que les Messieurs de Saint-Sulpice seraient les derniers hommes du monde capables de refuser de se soumettre à des *ordres* du Saint-Siège.

Aucun collège, en vertu de la Bulle, ne nous semble donc obligé de s'affilier, s'il trouve que l'affiliation ferait tort à son cours d'études ; il se rendrait même coupable d'une faute, et il agirait contre les intentions du Saint-Siège.

C'est bien ainsi que le Collège de Montréal a dû comprendre les choses.

A plus forte raison notre Collège Ste-Marie, tenu par nos constitutions à suivre notre *Ratio Studiorum* tant de fois approuvé par les Papes, ne pouvait il en conscience s'affilier, si (comme c'est le cas) il ne pouvait le faire sans sacrifier le *Ratio Studiorum*.

Mais pourquoi est-ce donc le cas ? Parce que le Programme du Baccalauréat, dont on doit faire nécessairement le Programme des études dans un collège affilié est un Programme destructeur des études classiques. Le latin et le grec n'y occupent qu'un rang secondaire, la philosophie mentale y est réduite à sa plus simple expression ; il n'y est pas même question de *Philosophie morale* ; mais en retour, les élèves, pour réussir à obtenir leur diplôme, sont obligés de se mettre dans la tête une encyclopédie d'histoire, de géographie et de sciences naturelles. Un Petit Séminaire, dans lequel on se propose d'élever les candidats pour le sacerdoce, pourrait encore à la rigueur s'affilier *nominalement* sans sacrifier son cours d'études, parce que ces élèves n'ont pas besoin de diplôme pour entrer au Grand Séminaire ; mais un collège comme le nôtre, dont les élèves se destinent pour la plupart aux carrières du monde, ne peut les préparer au baccalauréat dont ils auront besoin, sans adapter son cours d'études au

Programme du Baccalauréat et, par suite, sans ruiner les *études classiques* et sacrifier le *Ratio Studiorum*.

Jusqu'ici, il est vrai, le diplôme de bachelier n'a été requis par la loi pour aucune carrière libérale, mais ce n'est pas grâce à Laval qu'il en est ainsi, car Laval a fait tous ses efforts pour obtenir le *monopole de l'enseignement*, c'est-à-dire pour faire modifier la loi et rendre le diplôme obligatoire, ou rendre nécessaire un certificat d'études dans un *collège affilié*, ou du moins pour faire accorder des privilèges aux jeunes gens munis de diplômes. Tous ses efforts ont échoué jusqu'ici ; mais les succès passés de ce *corps puissant* font craindre que même ces mesures de despotisme ne soient à la veille d'être imposées à la Province.

Or, que nous proposons-nous de faire en pareil cas ? Nous sommes décidés à ne pas nous affilier malgré cela à Laval ; mais alors il résultera que nos élèves seront obligés de nous quitter, pour aller étudier dans un collège affilié ; qu'on juge des conséquences pour nous. (1)

B. Le Saint-Siège, d'après Mgr Conroy, a voulu que la Faculté des Arts de la Succursale nous fût offerte ; cela voulait dire évidemment que nous pouvions la refuser, même sans autre raison que notre bon plaisir. Mais la raison qui nous l'a fait refuser n'est rien moins qu'un ordre formel de notre P. Général.

Il s'agit de jeter les yeux sur le *Modus vivendi* et la *Lettre de M. Hamel à Mgr Fabre* pour voir qu'il était absolument impossible pour nous d'accepter cette Faculté. Du reste M. Hamel le savait d'avance, et s'il avait pu craindre de nous voir accepter ses conditions, il nous en aurait posé de plus dures encore ; mais il n'y avait aucun danger de ce côté-là ; nous les avons donc rejetées. Le R. P. Général, après les avoir lues, a fait répondre sans hésiter : *Chargé d'office de maintenir l'intégrité de l'Institut, le P. Général ne peut, en conscience, accepter ces conditions.* (Q)

On dira peut être que Laval voulait seulement sauver en apparence

(1) On se demandera peut-être pourquoi cette obstination de Laval à vouloir nous affilier. La raison d'amour propre suffirait déjà pour l'expliquer ; il veut pouvoir dire que tout le monde a dû fléchir le genou devant lui. Mais de plus, Laval veut anéantir *l'École de Médecine* ; *délenda Carthago* ; or nos élèves ont, paraît-il, une prédilection naturelle pour cette École, et Laval croit que si nous étions affiliés nous dirigerions nos élèves *naturellement* vers l'Université.

Une pareille raison, qui est la vraie (nous le savons de bonne source), semble indiquer à quoi l'on peut s'attendre dans un avenir prochain ; quand tous les collèges seront affiliés on n'accordera les diplômes qu'à ceux qui feront serment qu'ils n'iront pas étudier la médecine à *l'École de Médecine* (Victoria). De la sorte on coupera les vivres à cette malheureuse École et alors il faudra bien qu'elle meure.

le droit que la charte accorde au *Conseil Universitaire*, mais que dans la pratique nos supérieurs aurait été aussi libres que le sont ceux de Saint-Sulpice pour la Faculté de Théologie de nommer les Professeurs et de les révoquer. Nous devons répondre à cela que M. Hamel a eu la sincérité de ne pas vouloir nous tromper en ce point : il a hautement déclaré à plusieurs reprises *qu'il était bien entendu que nos supérieurs ne nommeraient jamais le P. Braun ou ses semblables comme Professeurs ou Doyen de la Faculté des Arts*. Était-ce clair ?

C. Nous possédions, depuis 1851, une École de Droit attachée au Collège Ste. Marie. Cette École a fait quelque bien, ne fût-ee qu'en empêchant bon nombre de jeunes gens catholiques de suivre les cours de McGill. Nous en suspendîmes les cours en 1867, pour les raisons indiquées plus haut. Cette École n'a jamais pu obtenir de Laval une affiliation à des conditions raisonnables. M. Hamel a déclaré dans son plaidoyer (1881) que nous n'avions jamais demandé cette affiliation ; il se trompe : nous l'avons au moins demandée une fois en 1864, (M Taschereau lui-même a signé la lettre de refus) et le Cardinal Barnabo, dans une lettre de 1865, citée par M. Hamel, fait mention de plusieurs demandes d'affiliation de cette École faites par Mgr Bourget.

Lors de l'érection de la succursale, Mgr Conroy exigea d'abord, en vertu du Décret du 1^{er} février 1876, que M. Hamel respectât nos droits et incorporât notre École dans la succursale ; Mgr Fabre fit des efforts dans le même sens ; alors M. Hamel ameuta contre nous les avocats libéraux auxquels il avait déjà promis les chaires de Droit dans la succursale, puis il déclara que les Jésuites étaient trop impopulaires avec un certain parti ; Mgr Conroy et Mgr Fabre firent de faibles objections, et le tour fut joué.

Du reste, nous l'avouons, nous ne fîmes absolument aucune démarche pour maintenir nos droits à cette École ; bien plus, si on nous l'avait offerte comme on nous offrit la Faculté des Arts, nous l'aurions refusée ; avions-nous tort d'en agir ainsi ? ce que nous avons déjà dit, ajouté à ce qu'il nous reste encore à dire suffira, nous l'espérons, pour prouver la rectitude de notre conduite, ou du moins de nos intentions.

Il est possible cependant qu'on nous dise de plus : Vous auriez dû maintenir vos droits, puisque c'était la volonté du Saint-Siège, et puis, que votre influence sur cette École aurait été capable de sauvegarder, en partie du moins, les bons principes et de neutraliser l'enseignement de l'Université Laval de Québec et de ses professeurs libéraux et gallicans. A cela nous répondons candidement : C'est précisément là ce que Laval ne voulait pas et n'aurait jamais permis ; et comme nous voyions que la puissance de l'Archevêque de Québec et de Laval était

telle que ni évêque, ni délégué, ni Propagande, ni Saint-Père lui-même n'était capable de lui tenir tête, il y aurait eu plus que présomption de notre part d'essayer de le faire.

Mais, dira-t-on encore, et c'est précisément ce que le Saint-Père et la Propagande disent, paraît-il, en ce moment, (1886), Laval a eu de grands torts envers vous dans toute cette affaire, et ce n'est pas pour rien que le Saint-Père a exigé la retraite de M. Hamel ; mais c'est la volonté formelle du Saint-Père que le Décret de 1876 s'exécute à présent loyalement et que vous ayez pleine liberté d'organiser la Faculté des Arts comme vous l'entendrez. Acceptez-donc, ou avouez que vous avez des arrière-pensées.

A cela nous répondons : D'abord il n'est pas ici question de la Faculté de Droit qu'on nous a enlevée ; or c'est celle-là surtout qui fera le grand bien ou le grand mal, suivant la direction qu'on lui donnera ; quant à la Faculté des Arts, quand même nous voudrions et pourrions en faire autre chose que le simple cours classique du Collège Sainte-Marie (ce qui n'est pas le cas), M. Hamel ou son successeur et le *Conseil Universitaire*, armés de leur charte, ne nous permettraient pas de le faire ; il ne faudrait pas que la succursale éclipsât l'Université.

Nous irons même plus loin et nous dirons : quand même, par impossible, la charte serait mise de côté avec le Conseil Universitaire, et qu'on nous offrit d'affilier notre collège et de nous donner la Faculté des Arts et celle de Droit avec toutes les garanties imaginables de pleine autonomie, nous n'en voudrions encore à aucun prix ; qu'on ne trouve pas mauvais que nous répétions les paroles des évêques en 1876 : *"Nous ne voulons avoir rien à démêler avec l'Université Laval et sa succursale."*

Et nos raisons les voici en toute sincérité et candeur : quand même nous pourrions croire à sa conversion, nous ne serions pas encore justifiés aux yeux de la Province et dans notre âme et conscience d'accepter avec elle une union quelconque. La succursale (qu'on nous pardonne l'expression) a été *conçue dans l'iniquité* ; le Saint-Siège a été trompé, ainsi que Mgr Smeulders l'a reconnu avec la dernière évidence et pourra le démontrer dès qu'on le désirera. Cette succursale a de plus été organisée irrégulièrement par la fraude et l'astuce, comme il est facile de le démontrer *lucè clarius*.

Il nous reste à montrer brièvement que de sa naissance jusqu'à cette minute, elle s'est rendue un objet de répulsion bien méritée de quiconque a suivi son histoire. Nous sommes désolés d'être obligés d'employer un langage aussi fort ; notre conscience nous y oblige : *ce serait un scandale si la Compagnie de Jésus avait responsabilité quelconque dans ce qui s'est fait depuis 23 ans dans l'Université Laval*

et depuis 9 ans dans sa succursale. C'est là ce que dirait l'immense majorité du clergé et des fidèles de l'archidiocèse de Montréal ; c'est aussi (nous le croyons) l'opinion de Mgr Smeulders ; or, si jamais délégué du Saint Siège a été consciencieux à remplir sa mission et lent à former son jugement, c'est lui.

VII.—Conduite de Laval envers l'Ecole de Médecine depuis la fondation de la succursale jusqu'à ce jour.

1877-86.

Nous seroas courts, et nous ne ferons que résumer ce triste épisode de l'histoire contemporaine. [R]

A. VIOLATION DES CONTRATS. L'ÉCOLE DE MÉDECINE EN APPELLE À MGR FABRE, DE LUI AUX ÉVÊQUES, PUIS AU SAINT-SIÈGE. ELLE EST EXPULSÉE DE LA SUCCURSALB (1877-79).

Mgr Conroy avait énergiquement réprouvé (ainsi que nous l'avons vu) la détermination de M. Hamel de mettre de côté l'École de Médecine, et l'avait forcé de débarrer la Faculté qu'il avait déjà organisée clandestinement, et d'incorporer enfin l'École de Médecine dans la succursale avec son autonomie, dans les limites du contrat spécial fait avec Mgr Fabre.

Le contrat direct conclu entre l'École et M. Hamel, tout en renfermant des clauses défavorables à l'École, (on le lui fit signer finalement) en renferme aussi de favorables à l'Ecole, et celles-là M. Hamel les signa en pleine connaissance de cause : entre autres la nomination des professeurs par l'École, la durée des cours à ne pas être modifiée, etc.

Or, dès les premiers jours de février 1878, le *Conseil Universitaire* se permit de baisser de rang plusieurs des médecins de l'École, entre autres le vénérable Dr Trudel, en mettant au-dessus d'eux, contrairement aux stipulations, des hommes nouveaux, que l'École n'avait acceptés comme collègues que par un excès de condescendance. L'École réclama, en appela à Mgr Fabre, qui se montra étonné, puis attribua la chose à un malentendu, puis conseilla à l'École de céder par amour pour la paix.

Quelques semaines plus tard, grâce à un vote frauduleux obtenu par M. Hamel, le Dr d'Orsonnens fut privé de son poste de secrétaire de la Faculté, et le Docteur Lachapelle, jeune favori de M. Hamel, lui fut substitué. L'École patienta encore.

Les cours et leurs conditions devaient, d'après le contrat, rester pendant deux ans encore ce qu'ils avaient été jusque là ; les classes devait ne s'ouvrir qu'en octobre, et durer seulement 6 mois par an. M. Hamel, sans mot dire, décréta que l'ouverture des cours serait avancée, et fit annoncer la chose dans les journaux avec d'autres déterminations nouvelles, faites et arrêtées par le *Conseil Universitaire* de Québec, sans même en avoir donné avis à l'École.

C'est alors que celle ci, à bout de patience, se plaignit amèrement à Mgr Fabre ; il lui donna une réponse évasive ; elle adressa alors un Mémoire aux évêques de la Province. L'Archevêque de Québec, au nom des évêques, répondit (le 27 mai 1878) : *Les évêques regrettent ces malentendus, mais déclarent n'avoir point juridiction pour régler ce différend.* En même temps M. Hamel écrivit à l'École une lettre insultante, et somma ses membres de dire sans retard s'ils voulaient, oui ou non, rester dans la succursale.

L'École, dès le lendemain, lui donna avis qu'elle en appelait au Saint Siège. M. Hamel, le 4 juin, somma l'École de rétracter à l'instant même les assertions de son Mémoire aux évêques, ou bien de se considérer comme exclue de la succursale ; le même jour Mgr Fabre les avertit que, s'ils ne se soumettent, il les exclura de l'Hôtel-Dieu. L'École attaquée dans les journaux se défend, Mgr Fabre impose silence aux deux partis, mais prend fait et cause contre l'École.

Pendant ce temps Mgr Conroy voyageait aux États-Unis. Tant qu'il vécut M. Hamel n'exécuta pas sa menace, il attendit même jusqu'au 10e mois après la mort (4 août 1878) du prélat ; enfin, le 2 juin 1879, il fit savoir à chacun des membres de l'École qu'il leur faudrait définitivement cesser d'appartenir à l'École, ou quitter la succursale. L'École répondit qu'elle resterait dans le *statu quo* jusqu'à ce que le Saint-Siège eût jugé et décidé l'affaire.

Le 11 juin 1879, M. Hamel prononça leur exclusion et immédiatement, *proprio motu*, il se mit à organiser, en dehors de l'École de Médecine, la nouvelle Faculté de Médecine de la Succursale. Il espérait obtenir de l'Hôtel-Dieu une part au moins du service de cette institution, mais les Sœurs lui répondirent qu'en vertu d'un contrat *toutes leurs salles de malades* étaient réservées depuis 40 ans aux médecins de l'École.

La nouvelle Faculté de Médecine s'adressa alors à l'hôpital protestant, et Professeurs et élèves fraternisèrent pendant six mois avec ceux des deux Universités protestantes, McGill et Bishop's college ; au bout de ce temps la Faculté put obtenir, grâce à la protection de Mgr Fabre et des Sulpiciens, la fondation de l'Hôpital Notre-Dame. Mgr Fabre força aussi les Sœurs de la Maternité à recevoir la Faculté sur un sem-

blant de pied d'*égalité* avec l'École, mais réellement à l'avantage de la Faculté ; (1) il divisa de même les dispensaires catholiques de la ville entre l'École et la Faculté.

En novembre 1879, l'École, par son député fit présenter un Mémoire à la Propagande. Celle-ci n'y fit jamais de réponse.

B. ILLÉGALITÉ DE LA SUCCURSALE. LA REINE REFUSE D'EXPLIQUER OU DE MODIFIER LA CHARTE DE L'UNIVERSITÉ LAVAL. LE PARLEMENT DE QUÉBEC PASSE UN BILL À CET EFFET (1879-81.)

Sur ces entrefaites l'École de Médecine, ayant examiné et fait examiner de près le Décret, la Bulle et la charte de l'Université Laval, s'était convaincue que l'érection de la Succursale n'était point autorisée par la charte.

Or, dit-elle alors, le Saint-Père n'a voulu la succursale que dans la supposition qu'elle soit permise par la charte.

Donc, concluait-elle, puisque la charte s'y oppose, le Saint-Père lui-même ne veut pas la succursale, et ne l'a jamais voulue.

Cet argument fut présenté à la Propagande par le Dr d'Orsonnens, député de l'École. La Propagande nia, sur l'autorité de Laval, que la charte s'opposât à une succursale : le Dr d'Orsonnens se rendit aussitôt à Londres pour soumettre le cas à Sir Farrer Herschell, une des plus hautes autorités légales d'Angleterre. Sir Herschell, après mûr examen, déclara par écrit que la charte n'autorisait que des affiliations, mais nullement des succursales.

L'École alors raisonna ainsi : La charte permet des affiliations, mais la Propagande les a déclarées inacceptables et a décrété la succursale, que les autorités légales à leur tour déclarent illégale. Donc en résumé la succursale de Montréal n'existe ni en vertu de la charte ni en vertu du décret pontifical. (S)

Et sans autre cérémonie l'École somma la Faculté de se dissoudre sur son refus de le faire, elle la cita devant les tribunaux.

Aussitôt l'Université Laval, munie d'une pétition des évêques et aidée de l'appui du Cardinal Manning, député *ad hoc* par la Propagande, demanda à la Reine d'Angleterre de vouloir bien *interpréter* ou *modifier* la charte, de manière à autoriser l'Université Laval à garder sa succursale, preuve manifeste que tout le monde *doutait* au moins de l'existence légale de la succursale. La Reine fit répondre qu'elle ne pouvait convenablement faire *ni l'un ni l'autre*. Cette réponse est du 20 janvier 1881.

(1) Les 30 élèves de la Faculté divisent par moitié avec les 150 élèves de l'École.

L'Université Laval s'adressa de nouveau aux évêques et les pria de signer une pétition au Parlement de Québec pour obtenir un Bill autorisant l'Université Laval à établir des succursales n'importe où dans toute l'étendue de la Province. Les évêques refusèrent, disant que pour le moins cette clause était trop étendue ; l'archevêque insista, déclarant que, puisque le Saint-Siège avait décrété la succursale, il voulait qu'on prît les moyens pour légaliser son existence. Les évêques trouvaient que le Saint-Siège ne demandait que la succursale de Montréal, ne les autorisait pas à en demander un nombre indéfini ; de plus tous, à l'exception de Mgr Fabre, objectaient à ce que Laval vînt ériger des succursales dans leurs diocèses. Laval déclara alors que, selon les avocats, il n'y avait d'espoir de faire passer le bill qu'en le maintenant dans les termes qu'on avait choisis. On garantit aussi aux évêques qu'on ne viendrait point s'établir chez eux sans leur permission et celle du Saint-Siège. Les évêques signèrent alors, à l'exception de Mgr Lafleche qui déclara ne pouvoir le faire en conscience.

Cependant, dès la première annonce que ce bill allait être présenté au Parlement, Montréal se leva comme un seul homme pour protester et pétitionner contre un monopole si exorbitant qui foulait aux pieds tous les droits des écoles existantes.

L'Archevêque alors déclara que les députés *manqueraient à leur devoir, s'ils rejetaient le bill, vu que le Saint-Siège avait hautement déclaré vouloir qu'on le passât.*

Les députés ainsi trompés votèrent le bill, bien qu'à regret et en déclarant qu'ils croyaient que c'était *ultra vires* et peu respectueux envers leur gracieuse souveraine d'accorder une faveur qu'elle venait de refuser.

Quelques mois plus tard, le Cardinal Siméoni questionné là-dessus, déclara que *le Saint-Siège n'avait nullement urgé la passation de ce bill, et que les députés n'auraient nullement désobéi au Saint-Siège en le rejetant.*

Eh bien, n'est-ce pas là cependant toute l'existence légale que la succursale possède ; *un bill extorqué au Parlement par les fausses déclarations de l'Archevêque ?* (T) C'est triste à dire.

Le clergé et les laïques s'unirent alors à l'École de Médecine pour demander au Saint-Siège justice en faveur de l'École et révocation du Décret de 1876.

Un décret du 3 septembre 1881 vint au contraire le confirmer en tous points.

C. LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE LA SUCCURSALE NE PROSPÈRE PAS.
 DÉCRET DE 1883. INTERPRÉTATION QUE LUI DONNENT LES
 EVÊQUES. L'ÉCOLE EST FRAPPÉE DE CENSURES, PUIS REMISE
 PAR LE SAINT-SIÈGE DANS LE STATU QUO. (1881-86.)

La succursale avait triomphé sur toute la ligne ; la Faculté de Médecine avait son hôpital, la moitié des dispensaires et plus que sa part légitime à la Maternité ; malgré tout cela, deux ans après l'obtention du bill, elle n'avait encore qu'une trentaine d'élèves, tandis que l'École de Médecine en avait 150.

L'Archevêque obtint alors un 3me décret, celui du 27 février 1883. En vertu de ce décret, qui renouvelait et confirmait les deux précédents, le Saint-Père *défend* rigoureusement de rien tramer contre l'Université Laval et sa succursale, et ORDONNE à tous de favoriser selon leurs forces la dite institution.

Ce décret fut immédiatement publié par les évêques de la Province, et presque tous en conclurent avec l'Archevêque *qu'il y avait obligation stricte pour l'Ecole de se séparer de l'Université Victoria, et cesser de faire concurrence à la Faculté de la succursale et par conséquent qu'elle devait se dissoudre.* Mgr Fabre intima de plus à l'École qu'à moins qu'elle ne se désaffiliât immédiatement il défendrait absolument aux Sœurs de l'Hôtel-Dieu et de la Maternité de la recevoir plus longtemps dans leurs murs. L'École répondit 1^o que ce n'est point elle qui a mis obstacle à l'exécution du décret de 1876, ni violé les contrats passés entre elle et la succursale : 2^o que bien qu'elle eût été chassée injustement et ignominieusement de la succursale, elle n'en était pas moins déterminée à remplir tous ses engagements envers cette succursale : 3^o qu'elle attendait toujours la réponse à l'appel qu'elle avait fait au Saint-Siège, il y a 4 ans, et qu'en attendant elle s'en tenait au *Statu quo*.

Mgr Fabre, ne faisant en cela qu'exécuter l'ordre de l'archevêque, déclara alors l'École *rebelle au Saint-Siège*, et força les Sœurs de l'Hôtel-Dieu de la Providence et de la Maternité, ainsi que les Sœurs Grises de la renvoyer de leur différents établissements. (U)

L'École en appella de ce jugement aux évêques de la Province chargés par le Saint-Siège d'organiser la Succursale en union avec Laval ; elle fit servir en même temps un protêt à l'Hôtel-Dieu pour violation de contrat. L'appel cette fois-ci fut accepté, et le comité nommé par les évêques, ayant cité l'École à son tribunal et écouté ses raisons, confirma la décision de Mgr Fabre.

Le 27 juillet 1883, Mgr Fabre, Mgr Moreau et Mgr Racine pu-

blièrent un Mandement déclarant que l'École était *en rébellion* avec le Saint-Siège et qu'en conséquence 1^o l'Hôtel-Dieu était libre de tout engagement avec elle ; 2^o les Professeurs et les élèves de l'École ne pouvaient être admis aux sacrements. L'École envoya aussitôt le Dr Desjardins présenter un appel au Saint-Siège, et peu de temps après, le Cardinal Siméoni signifia à Mgr Fabre *l'ordre de laisser l'École subsister en paix et jouir du droit de desservir l'Hôtel-Dieu et la Maternité comme par le passé.*

Mgr Fabre permit aussitôt à l'École d'annoncer le fait dans les journaux et de continuer ces cours sans être molestée. Puis vint le nouveau délégué apostolique, Mgr Smeulders, avec plein pouvoir d'examiner par lui-même l'état des choses et de décider ce qu'il y avait à faire. Il étudia la question avec grand soin pendant plusieurs mois, acquit la conviction 1^o que le Décret de 1883 ne devait point être interprété comme voulant la destruction de l'École, 2^o qu'il fallait par conséquent la laisser *in statu quo* ou l'affilier à la succursale en lui laissant son autonomie.

Dès que l'Archevêque connut ces dispositions de Mgr Smeulders, il partit pour Rome et obtint le décret du 14 août 1884.

Ce décret déclare 1^o que le Saint-Siège maintient la succursale, 2^o qu'il regrette que l'union de l'École avec la succursale et sa séparation d'avec Victoria n'aient pas eu lieu, 3^o que vu les circonstances, on laisse l'École *in statu quo*, 4^o qu'enfin, en vue des besoins extraordinaires de la Succursale, on retiendra sur chaque messe basse, payée dans la Province et dite à l'étranger, pour le bénéfice de la succursale, cinq centins (25 centimes). (V)

Dans ce décret il n'est dit mot de révocation des Mandements qui avaient frappé de censures l'École de Médecine. Laval et ses journaux s'empressèrent donc de publier partout que *l'École n'était que tolérée ad duritiam cordis, et en attendant.* L'École réclama auprès des Évêques et de Mgr Smeulders contre cette interprétation. Les Évêques ne tinrent nul compte des plaintes de l'École, et Mgr Smeulders, qui avait pu lire dans les journaux ce que Mgr l'Archevêque avait écrit de lui (c'est-à-dire qu'il était *un uomo cucinato*) fut rappelé peu de temps après et renvoyé dans son couvent sans qu'on lui permit de rendre compte de sa mission ni de se justifier dans sa disgrâce. Et Catholiques et Protestants stupéfaits de dire d'une voix : Est-ce possible ! Quant à l'École de Médecine, elle se demande avec douleur pour quel crime elle a mérité d'être traitée de la sorte, c'est-à-dire d'être déshonorée et ruinée, car elle comprend très-bien que, malgré la faveur que lui conserve le public, elle est condamnée à mourir dans un prochain avenir, et ses membres, tous père de famille, à être réduits à l'indigence.

Et à présent, clergé et fidèles demandent avec anxiété et la honte sur le visage : “ Que devons-nous répondre aux Protestants qui ricament ? ” Et le clergé encore plus affligé, demande : “ Que devons-nous répondre aux fidèles qui se disent scandalisés de voir Laval faire usage de l'argent des messes pour ruiner des pères de famille inoffensifs ? ”

Enfin (et ce n'est un mystère pour personne) l'Archevêque s'est adressé au gouvernement pour obtenir un demi-million de piastres d'indemnité pour les “ Biens des Jésuites,” qu'il se propose d'employer en plus grande partie pour la dotation de la succursale.

Or, qu'ont fait pendant tout ce temps-là nos Pères ? Ils ont souffert avec patience et sans se plaindre ; ils ont obéi de leur mieux aux décrets de Rome ; ils se sont efforcés d'inspirer à l'École de Médecine la résignation à la volonté de Dieu, et l'ont empêchée grâce à Dieu, de recourir aux tribunaux civils.

Nous devons avouer qu'il est dur pour nous, après cela, d'apprendre qu'on a réussi à mettre le Saint-Siège sous l'impression que nous avons désobéi à ses ordres et persécuté l'Université Laval et sa succursale.

Par ce simple exposé historique nous croyons avoir amplement prouvé :

1^o Que nos Pères ne méritent pas le reproche d'avoir manqué à leur devoir et aux ordres du Saint-Siège en ne s'affiliant pas à l'Université Laval et à sa succursale, c'est-à-dire (a) en n'affiliant pas le Collège Sainte Marie ; (b) en n'acceptant pas la Faculté des Arts ; (c) en se laissant enlever par la succursale leur École de Droit.

2^o Que l'opposition qu'ils ont faite à l'Université Laval et à sa succursale se réduit aux trois points suivants :

A. Ils ont travaillé de leur mieux, mais avec prudence, à maintenir les principes du Syllabus et à défendre les droits de l'Église contre les empiètements du pouvoir civil. Si en cela ils ont fait indirectement la guerre à l'Université Laval et à Mgr Taschereau, ils sont les premiers à le regretter, mais ils n'y peuvent rien.

B. Dans l'érection de la succursale, ils ont été entièrement passifs, et ils n'ont jamais fait une seule démarche pour obtenir que le décret de 1876 fût révoqué, bien qu'ils fussent persuadés (a) que ce décret avait été obtenu sur de fausses représentations ; (b) qu'il était fondé sur des suppositions erronées et que, ce fondement faisant défaut, la succursale elle-même n'avait pas d'existence légale ; (c) que le décret a été exécuté d'une manière irrégulière, sans la participation des évêques, et contrairement aux droits reconnus par le Saint-Siège.

C. Lorsque la succursale eut violé son contrat avec l'École de Médecine, puis, s'apercevant de l'illégalité de sa propre existence, eut

recours à la Reine, puis au Parlement de Québec, et enfin obtint des évêques la fausse interprétation du décret de 1883 que le Saint-Siège a depuis lors condamnée, nos Pères durant tout ce temps et jusqu'à ce jour, n'ont fait autre chose que répondre, lorsque c'était leur devoir, aux *questions de conscience* que leur posaient les médecins de l'École et les Sœurs de l'Hôtel-Dieu. Ils ont de la sorte réussi à empêcher ces médecins de traîner devant les tribunaux M. Hamel, Mgr Fabre et les Sœurs de l'Hôtel-Dieu. Est-ce pour cela qu'on leur en veut ?

Ce Mémoire ne serait point complet s'il ne renfermait au moins quelques mots sur une question intimement liée à celle qui nous occupe : il s'agit de la *division du diocèse des Trois-Rivières*, et de la conséquence qu'entraîne pour nous la décision du Saint-Siège.

Mgr Laflèche a toujours été considéré avec raison comme le bras droit de Mgr Bourget dans sa guerre contre les mauvais principes. Aussi, dès l'élévation de Mgr Taschereau au siège archiepiscopal eut-il l'honneur de partager avec le digne évêque de Montréal, dans l'affaire du *Programme catholique*, les insultes de l'Archevêque, et les sarcasmes de la mauvaise presse. Ils n'en continua pas moins à jouir de la confiance des évêques de la Province, qui le choisirent unanimement comme député en 1876 pour porter à Rome cette supplique dont nous avons parlé.

Lorsque le décret de la succursale et la bulle d'érection de l'Université Laval parurent, il sentit bien qu'on désirait lui voir donner sa démission, aussi bien qu'à Mgr Bourget. Quand l'Archevêque vit qu'il restait à son poste, il commença contre lui cette longue persécution de neuf ans, qui finit, il y a un an, par la division du diocèse des Trois-Rivières, ou plutôt qui continue même aujourd'hui.

Tout le monde sait qu'il n'y avait pas ombre de raison pour demander cette division, et que pour l'extorquer au Saint-Siège tous les moyens ont semblé bons.

Enfin vint Mgr Smeulders qui, après avoir examiné la question avec soin, obtint de la Propagande une déclaration formelle que le diocèse ne serait pas divisé, du moins de si tôt. Mgr Laflèche annonça cette nouvelle à son clergé et à ses fidèles, et un *Te Deum* solennel fut chanté avec enthousiasme dans tout le diocèse. Mais déjà l'Archevêque de Québec était arrivé à Rome sur ces entrefaites et avait obtenu la révocation de la promesse de la Propagande et de plus le rappel de Mgr Smeulders, et fit annoncer dans les journaux que le diocèse des Trois-Rivières allait être définitivement divisé sous peu. Il le fut en effet moins d'un an plus tard, malgré les protestations de Mgr Cameron, délégué par le Saint-Siège pour préparer l'exécution de la mesure et qui ne put s'empêcher, lui aussi, de la trouver injuste comme Mgr Smeulders et Mgr Conroy l'avaient trouvée.

Or, au milieu même de cette tempête soulevée contre lui, mais dans un moment de calme apparent, où le danger semblait passé, (c'est-à-dire il y a six ans) Mgr Laflèche appela nos Pères dans son diocèse, leur confia l'enseignement dans son grand séminaire et leur fit établir une résidence dans sa ville épiscopale. A sa demande nos supérieurs y transportèrent également notre scolasticat de théologie. Cette mesure irrita, plus que toute autre chose, ceux qui ont été de tout temps hostiles à notre enseignement, et qui nous trouvaient impertinents à l'excès de vouloir bâtir si près de Québec un château-fort de l'ultramontanisme. Ils redoublèrent leurs efforts pour ruiner l'évêque, afin de nous ruiner en même temps, et ils peuvent se vanter d'avoir réussi au delà même de leurs espérances.

L'évêque, réduit à l'impossibilité de nous aider à fonder ce scolasticat, dut se résigner à nous laisser chercher un asile à Montréal, qui nous offrait généreusement quelques ressources pour commencer.

Et maintenant si le séminaire des Trois-Rivières n'est pas encore fermé, et le dernier Jésuite disparu de la ville, c'est uniquement parce que, cédant aux pressantes sollicitations de Mgr Laflèche, nos supérieurs ont consenti à y laisser quelques années encore deux professeurs de théologie avec un Père de résidence.

24 octobre, 1886.

PIECES JUSTIFICATIVES.⁽¹⁾

- A. 31 mars 1851—Lettre de Mgr Bourget à Mgr Turgeon.
 B. — Exposé du projet Bourget par M. Hamel.
 C. 20 mars 1852 } Lettre de M. Casault à Mgr Turgeon.
 30 " " }
 D. 27 avril " — " de Mgr Turgeon " Bourget.
 4 mai " — " " Bourget " Turgeon.
 10 " " — " " Turgeon " Bourget.
 14 " " — " " Bourget " Turgeon.
 11 janv. 1882 — " " " au Sénateur Trudel.
 E. 8 mai 1852 } " du Secrétaire-Provincial à Mgr Turgeon.
 12 " " }
 13 " " — " de Mgr Turgeon à Lord Elgin.
 15 juin " — " du Secrétaire-Provincial à Mgr Turgeon.
 F. 8 déc. " —Charte de l'Université Laval.
 6 mars 1853 —Bref du Saint-Père.
 G. 2 déc. " —Lettre de Mgr Bourget à Mgr Turgeon.
 27 " " —Mandement de Mgr Bourget.
 H. 4 juin 1859—Lettre de M. Taschereau à Mgr Turgeon.
 I. 15 mars 1862— " de Mgr Bourget.
 J. 8 déc. 1860— " du Dr Beaubien à M. Taschereau.
 9 janv. 1861— " de M. Taschereau au Recteur de l'U. L.
 30 août 1862— " des DD. Bibeau et Beaubien.
 31 mai " — " de Mgr Bourget.
 17 oct. " — " du Dr Beaubien au Recteur de l'U. L.
 20 " " — " du Recteur de l'U. L. au Dr Beaubien.
 15 nov. 1864— " " à Mgr de Saint-Hyacinthe.
 16 " " — " de Mgr de Saint-Hyacinthe au Rect. de l'U. L.
 8 " " —Déclaration du Président de l'Ecole de Médecine.
 16 " 1872—Lettre de l'Ecole.
 K. 17 août 1865— " du Card. Barnabo à Mgr Baillargeon.
 L. juin 1881—Témoignage du Dr Filiatrault.
 Enseignement du Droit à l'U. L.
 M. nov. 1872—Quelques Remarques (1er Factum) par l'U. L.
 17 " " —Lettre de l'Arch. de Québec au Recteur de l'U. L.
 21 " " — " de Mgr Bourget à l'Arch. de Québec.
 22 " " — " de l'Arch. de Québec à Mgr Bourget.
 13 mars 1873— " de Mgr Bourget au " Nouveau-Monde."
 N. 4 août 1874—Projet du Card. Franchi.
 1 nov. " —Réponse de Mgr Bourget au Card. Franchi.
 O. 13 juil. 1876—Supplique des Evêques.
 P. 1 fév. " —Décret (1er).
 15 mai " —Bulle.

(1) Voir Archives du Collège Ste-Marie.

- Q. 9 fév. 1878 — *Modus vivendi* et Lettre explicative de M. Hamel.
 R. 1876-77 — Contrats.
 22 déc. 1877 — Mandement de Mgr Fabre.
- S. 20 juil. 1880 — Opinion de Sir F. Herschell, Soll.-Gén. d'Angleterre.
 2 août 1881 — Une opinion anglaise.
 4 fév. 1880 — Étude légale.
- T. 4 nov. " — Requête des Evêques à la Reine.
 20 janv. 1881 — Réponse.
 9 avril " — Lettre de Mgr Laflèche.
 6 mai " — " " Bourget.
 12 " " — " " l'Arch. de Québec.
 20 oct. " — Déclaration de Mgr Bourget.
- U. 13 sept. " — 2^e Décret.
 27 fév. 1882 — 3^e "
 25 mai 1883 — Mandement de Mgr Fabre.
 " — Lettres de Mgr Fabre à l'École de Médecine.
 6 avril " — Déclaration de l'École.
 24 " " — Appel au Saint-Père.
 22 mai " — " etc.
 27 " " — Comité épiscopal, etc.
 25 juin " — Condamnation, etc.
- V. Objections de Mgr Smeulders, Comm. Apost.
 Réponse de Laval.
 " l'École.
 24 août — Décision du Saint-Siège.
 27 oct. — Requête de l'École.
 Appendice.

Extraits de la Lettre Pastorale des Evêques de la Province ecclésiastique de Québec, du 22 septembre 1875.

S. III.

LE LIBÉRALISME CATHOLIQUE.

Le libéralisme-catholique, dit Pie IX, est l'ennemi le plus acharné et le plus dangereux de la divine constitution de l'Eglise. Semblable au serpent qui se glissa dans le paradis terrestre, pour tenter et faire échoir la race humaine, il présente aux enfants d'Adam l'appât trompeur d'une certaine liberté, d'une certaine science du bien et du mal ; liberté et science qui aboutissent à la mort. Il tente de se glisser imperceptiblement dans les lieux les plus saints ; il fascine les yeux les plus clairvoyants ; il empoisonne les cœurs les plus simples, pour peu que l'on chancelle dans la foi à l'autorité du Souverain Pontife.

Les partisans de cette erreur subtile concentrent toutes leurs forces pour briser les liens qui unissent les peuples aux Evêques, et les Evêques au Vicaire de Jésus-Christ. Ils applaudissent à l'autorité civile, chaque fois qu'elle envahit le sanctuaire ; ils cherchent par tous les moyens à induire les fidèles à tolérer, sinon à approuver, des lois iniques. Ennemis d'autant plus dangereux que souverts, sans même en avoir la conscience, ils favorisent les doctrines les plus perverses, que Pie IX a si bien caractérisées en les appelant "*une conciliation chimérique de la vérité avec l'erreur.*"

Le libéral catholique se rassure parce qu'il a encore certains principes catholiques, certaines pratiques de piété, un certain fond de foi et d'attachement à l'Eglise ; mais il ferme soigneusement les yeux sur l'abîme creusé dans son cœur par l'erreur qui le dévore en silence. Il vante encore à tout venant ses convictions religieuses et se fâche quand on l'avertit qu'il a des principes dangereux ; il est peut-être sincère dans son aveuglement, Dieu seul le sait ! Mais à côté de toutes ces belles apparences, il y a un grand fond d'orgueil qui lui laisse croire qu'il a plus de prudence et de sagesse que ceux à qui le Saint-Esprit donne mission et grâce pour enseigner et gouverner le peuple fidèle : on le verra censurer sans scrupule les actes et les documents de l'autorité religieuse la plus élevée. Sous prétexte d'enlever la cause des dissensions et de concilier avec l'Evangile les progrès de la société actuelle, il se met au service de César et de ceux qui inventent de prétendus droits en faveur d'une fausse liberté, comme si les ténèbres pouvaient coexister avec la lumière et comme si la vérité ne cessait pas d'être la vérité dès qu'on lui fait violence, en la détournant de sa véritable signification et en la dépouillant de cette immutabilité inhérente à sa nature !

En présence de cinq brefs apostoliques qui dénoncent "le libéralisme-catholique" comme absolument incompatible avec la doctrine de l'Eglise, quoiqu'il ne soit pas encore formellement condamné comme

hérétique, il ne peut plus être permis en conscience d'être un "libéral catholique."

S. V.

LE RÔLE DU CLERGÉ DANS LA POLITIQUE.

Des hommes qui veulent vous tromper, Nos Très Chers Frères, vous répètent que la religion n'a rien à voir dans la politique ; qu'il ne faut tenir aucun compte des principes religieux dans la discussion des affaires publiques ; que le clergé n'a de fonctions à remplir qu'à l'Église et à la sacristie, et que le peuple doit, en politique, pratiquer l'indépendance morale !

Erreurs monstrueuses, Nos Très Chers Frères, et malheur au pays où elles viendraient à prendre racine ! En excluant le clergé, on exclut l'Église, et en mettant de côté l'Église, on se prive de tout ce qu'elle renferme de salutaire et d'immuable, Dieu, la morale, la justice, la vérité, et quand on a fait ainsi main basse sur tout le reste, on n'a plus à compter qu'avec la force !

Tout homme qui a son salut à cœur, doit régler ses actes selon la loi divine, dont la religion est l'expression et la gardienne. Qui ne comprendra quelle justice et quelle rectitude régneraient partout, si les gouvernants et les peuples avaient toujours devant les yeux cette loi divine qui est l'équité même, et ce jugement formidable qu'ils auront à subir un jour devant celui au regard et au bras de qui personne ne saurait échapper ? Les plus grands ennemis du peuple sont donc ceux qui veulent bannir la religion de la politique ; car sous prétexte d'affranchir le peuple de ce qu'ils appellent la "*tyrannie du prêtre, influence indue du prêtre*," ils préparent à ce même peuple les chaînes les plus pesantes et les plus difficiles à secouer : ils mettent la force au-dessus du droit et ôtent à la puissance civile le seul frein moral qui puisse l'empêcher de dégénérer en despotisme et en tyrannie !

On veut reléguer le prêtre dans la sacristie !

Pourquoi ? Est-ce parce qu'il a puisé dans ses études des notions saines et certaines sur les droits et les devoirs de chacun des fidèles confiés à ses soins ? Est-ce parce qu'il sacrifie ses ressources, son temps, sa santé, sa vie même pour le bien de ses semblables ?

N'est-il pas citoyen au même titre que les autres ? Eh quoi ! le premier venu peut écrire, parler et agir ; on voit quelquefois affluer vers un comté, ou une paroisse, des étrangers qui viennent pour y faire prévaloir leurs opinions politiques ; seul le prêtre ne pourra parler et écrire ! il sera permis à quiconque le veut de venir dans une paroisse débiter toutes sortes de principes, et le prêtre qui est au milieu de ses paroissiens comme un père au milieu de ses enfants, n'aura aucun droit de parler, aucun droit de protester contre les énormités qu'on leur apporte !

Tel qui aujourd'hui crie très fort que le prêtre n'a rien à voir dans la politique, trouvait naguère cette influence salutaire ; tel qui nie aujourd'hui la compétence du clergé dans ces questions, exaltait jadis la sûreté de principes que donne à un homme l'étude de la morale chrétienne ! D'où vient ce changement, sinon de ce que l'on sent agir contre soi cette influence que l'on a la conscience de ne plus mériter !

Sans doute, N. T. C. F., l'exercice de tous les droits de citoyen par un prêtre n'est pas toujours opportun il peut même avoir ses inconvénients et ses dangers ; mais il ne faut pas oublier que c'est à l'Eglise seule qu'il appartient de donner à ses ministres les instructions qu'elle juge convenables, et à reprendre ceux qui s'en écartent, et les évêques de cette Province n'ont pas manqué à leur devoir sur ce point.

Jusqu'ici nous avons considéré le prêtre comme citoyen et parlant politique en son propre et privé nom, comme tout autre membre de la société civile.

Y a-t-il des questions où l'Évêque et le prêtre puissent, et même quelquefois doivent intervenir au nom de la religion ?

Nous répondons sans hésitation : Oui, il y a des questions politiques où le clergé peut et même doit intervenir au nom de la religion. La règle de ce droit et de ce devoir se trouve dans la distinction même que nous avons déjà signalée, entre l'Eglise et l'État.

Il y a en effet des questions politiques qui touchent aux intérêts spirituels des âmes, soit parce qu'elles ont rapport à la foi ou à la morale, soit parce qu'elles peuvent affecter la liberté, l'indépendance ou l'existence de l'Eglise, même sous le rapport temporel.

Il peut se présenter un candidat dont le programme soit hostile à l'Eglise, ou bien dont les antécédents soient tels que sa candidature soit une menace pour ces mêmes intérêts.

De même un parti politique peut être jugé dangereux, non seulement par son programme et par ses antécédents, mais encore par les programmes et les antécédents particuliers de ses chefs, de ses principaux membres et de sa presse, si ce parti ne les désavoue point, et ne se sépare point définitivement d'eux, dans le cas où ils persistent dans leur erreur après en avoir été avertis.

Dans ces cas, un catholique peut-il, sans renier sa foi, sans se montrer hostile à l'Eglise dont il est membre, un catholique peut-il, disons-nous, refuser à l'Eglise le droit de se défendre, ou plutôt de défendre les intérêts spirituels des âmes qui lui sont confiées ! Mais l'Eglise parle, agit et combat par son clergé, et refuser ces droits au clergé, c'est les refuser à l'Eglise.

Alors le prêtre et l'Évêque peuvent en toute justice, et doivent en toute conscience élever la voix, signaler le danger, déclarer avec autorité que voter en tel sens est un péché, que faire tel acte expose aux censures de l'Eglise. Ils peuvent et doivent parler non-seulement aux électeurs et aux candidats, mais même aux autorités constituées, car le devoir de tout homme, qui veut sauver son âme, est tracé par la loi divine ; et l'Eglise, comme une bonne mère, doit à tous ses enfants, de quel rang qu'ils soient, l'amour, et, par conséquent, la vigilance spirituelle. Ce n'est donc point convertir la chaire en tribune politique que d'éclairer la conscience des fidèles sur toutes ces questions où le salut se trouve intéressé.

Sans doute, N. T. C. F., de semblables questions ne se présentent pas tous les jours ; mais le droit n'en est pas moins certain.

Il est évident, par la nature même de la question, qu'à l'Eglise seule doit appartenir l'appréciation des circonstances où il faut ainsi élever la voix en faveur de la foi et de la morale chrétienne.

L'on objectera peut-être que le prêtre est exposé, comme tout homme,

à dépasser la limite qui lui est assignée et qu'alors c'est à l'État à le faire rentrer dans le devoir.

A cela nous répondrons d'abord que c'est faire gratuitement injure à l'Église entière de supposer qu'il n'y a pas, dans sa hiérarchie, un remède à l'injustice ou à l'erreur d'un de ses ministres. En effet, l'Église a ses tribunaux régulièrement constitués, et si quelqu'un croit avoir droit de se plaindre d'un ministre de l'Église, ce n'est pas au tribunal civil qu'il doit le citer, mais bien au tribunal ecclésiastique, seul compétent à juger la doctrine et les actes du prêtre. Voilà pourquoi Pie IX, dans sa bulle *Apostolicæ Sedis*, octobre 1869 déclare frappés d'une excommunication majeure ceux qui obligent directement ou indirectement les juges laïques à citer devant leur tribunal les personnes ecclésiastiques, contre les dispositions du droit canonique.

En second lieu, quand l'État envahira les droits de l'Église, foulera aux pieds ses privilèges les plus sacrés, comme cela arrive aujourd'hui en Italie, en Allemagne et en Suisse ; ne serait-ce pas le comble de la dérision que de donner à ce même État le droit de bâillonner sa victime ?

En troisième lieu, si l'on pose en principe qu'un pouvoir n'existe pas parce qu'il peut arriver que quelqu'un en abuse, il faudra nier tous les pouvoirs civils, car tous ceux qui en sont revêtus, sont faillibles.

